

**N° 1**  
**SOCIETE IMMATERIELLE ET**  
**MUTATION DES VALEURS :**  
*VERS DE NOUVELLES REPRESENTATIONS DE*  
*L'ENVIRONNEMENT ET DU TERRITOIRE ?*  
**Jacques THEYS**

**Décembre 1994**

# SOMMAIRE

<b>PRESENTATION</b> .....	1
<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>SERONS-NOUS TOUS DEMAIN "POST MATERIALISTES" ?</b>	
Une hypothèse forte mais contestée .....	5
La France écartelée .....	7
<b>LA CONFUSION POST MODERNE</b>	
Les ambiguïtés de la société immatérielle .....	9
Essor de l'individualisme, crise de la société.....	10
<b>LE TERRITOIRE : DESINVESTI/SURINVESTI</b>	
Le territoire désinvesti .....	13
Le territoire surinvesti : la compensation symbolique .....	14
Le retour du réel : NIMBY. Vaisons-la-Romaine, Vaux-en-Velin .....	15
<b>L'ENVIRONNEMENT : ENTRE PASSE ET FUTUR</b>	
Vers une banalisation de la demande d'environnement.....	17
L'environnement entre nostalgie et modernité : les incertitudes d'une recomposition culturelle.....	21
<b>CONCLUSION :</b>	
<b>L'ENVIRONNEMENT "DANS" OU "A DISTANCE" DE LA SOCIETE IMMATERIELLE ?</b> .....	23

# PRESENTATION

- *"Dans le monde entier, les technologies de l'information et des télécommunications sont entrain de donner naissance à une nouvelle révolution industrielle, qui apparaît d'ores et déjà aussi importante et radicale que celles qui l'ont précédée".(\*)*

*C'est en ayant la conviction que nous sommes, en effet, au seuil d'une telle "révolution", que le groupe de prospective "Environnement" de la DATAR(\*\*) - en association avec le Centre de Prospective et de Veille Scientifique - s'est attaché, depuis un an, à analyser les conséquences pour l'environnement et l'aménagement du territoire de la "Société de l'immatériel".*

*Le document suivant, qui porte plus spécifiquement sur l'évolution des valeurs et des représentations, s'inscrit dans le cadre de cette réflexion.*

- *Il s'agit d'un **essai** nécessairement limité, et ceci pour au moins trois raisons :*
  - *la "société de l'immatériel" n'est abordée ici que sous un seul angle - celui de ses relations avec les changements culturels et les représentations - ce qui, à l'évidence, ne donne qu'une vision très partielle des bouleversements à attendre de la révolution de l'information ;*
  - *la mutation des valeurs n'est elle même analysée que dans ses liaisons avec "l'immatériel" d'une part, l'environnement et l'aménagement du territoire de l'autre, ce qui, là encore, est très restrictif : rien n'est dit, par exemple, sur l'opposition qui est faite aujourd'hui entre égalité et équité, malgré les implications potentielles considérables d'un tel débat ;*
  - *on connaît, enfin, les limites méthodologiques qu'il y a à tout exercice de prospective et - à fortiori - à tout exercice de prospective portant sur les valeurs et les changements culturels.*

---

(\*) Introduction du rapport BANGEMAN :  
"l'Europe et la société de l'information  
planétaire".  
Rapport du Conseil Européen. Mai 1994.

(\*\*) Groupe présidé par René PASSET  
et dont le rapporteur est Jacques THEYS.  
Les travaux du groupe seront publiés  
en mai 1995 sous le titre (provisoire)  
"Héritiers du futur".

- *Que l'approche soit limitée ne veut pas dire, pourtant, que la question soit marginale. On sait depuis longtemps que la problématique de l'environnement n'est pas exclusivement technique, et qu'elle a aussi une forte dimension culturelle. Mais ce constat peut s'appliquer tout aussi bien à l'économie ou à l'aménagement du territoire de demain. Car, comme*

le remarque Pierre LEVY(\*\*\*) la caractéristique majeure de l'économie de l'immatériel sera bien "de s'appuyer sur la production continue de subjectivité et de valeurs."

**La révolution de l'information sera ainsi, et peut être surtout, une révolution culturelle.** Essayer de trouver un sens à l'évolution - sans doute confuse - de toutes ces subjectivités se justifie donc, même si la mutation qui s'annonce prend aujourd'hui essentiellement la forme d'une crise.

- Finalement, l'hypothèse défendue dans le texte qui suit et que, face à cette crise et au risque d'éclatement social qui en résulte, la prise en compte de l'environnement (et des principes d'actions qui lui sont liés) peut sans doute constituer un facteur de stabilisation - par **la faculté qu'a "l'environnement" de réarticuler ce que l'évolution historique tend aujourd'hui à disjoindre** : monde vécu et monde des images, local et global, travail et temps libre, espace public ou espace privé... valeurs de l'économie et celles du hors marché... ou encore, technique et nature. C'est, du moins, l'espoir exprimé ici.

---

(\*\*\*) Pierre LEVY. L'intelligence collective.  
Pour une anthropologie du cyberspace.  
Edition La Découverte 1994.

Jacques THEYS

# INTRODUCTION

Les transformations qui vont accompagner la "société de l'immatériel" ne sont pas seulement de nature technique, économique ou organisationnelle. Elles concernent également la culture, les systèmes de valeur, les représentations du monde ou les formes de la connaissance.

Certes, rien n'est plus difficile et aléatoire que de faire une prospective des valeurs ou des changements culturels. Mais deux raisons, au moins, justifient qu'on en prenne ici le risque :

- il est clair, d'abord, que, par définition, les formes et produits culturels (au sens large du terme) occuperont une place centrale dans le fonctionnement même de cette "société de l'immatériel", ce qui n'était pas le cas auparavant. Comme le constate Alain Touraine<sup>(1)</sup>, "dans une telle société ("programmée"), le pouvoir de gestion consistera en effet, à prévoir et à modifier des opinions, des attitudes, des comportements, à modeler la personnalité et de la culture, et donc à entrer directement dans le monde des "valeurs" au lieu de se limiter au domaine de l'utilité" ;

- on sait aussi, en second lieu, que l'intérêt qui sera demain porté à l'environnement, comme au territoire ne dépendra pas seulement d'une stricte logique d'efficacité ou de compétitivité : des choix de valeurs entreront, là encore, en ligne de compte ; et il faut donc essayer de les anticiper.

\* Pour cela **deux pistes de réflexion** - malheureusement opposées - sont ouvertes.

**La première fait l'hypothèse d'une relation étroite entre l'évolution des structures technico-économiques et celle des systèmes de valeurs : à la société "post industrielle"<sup>(2)</sup>, ou de "l'immatériel" correspondraient des valeurs "post matérialistes"<sup>(3)</sup>, de même que le libéralisme ou les valeurs bourgeoises ont pu être associées à la première révolution industrielle, et le nationalisme ou les valeurs de solidarité ("le Welfare State") à la seconde.**

C'est l'hypothèse défendue, par exemple, par R. INGLEHART, professeur à l'université du Michigan, qui a inspiré beaucoup de travaux sur l'opinion publique à l'échelle européenne<sup>(4)</sup>.

**La seconde piste possible repose, au contraire, sur la présomption d'une disjonction radicale entre système technico-économique et système de**

(1) Alain Touraine : "Critique de la Modernité", Fayard, 1992, page 284.

(2) Expression due à D. BELL puis reprise par A. TOURAINE (D. BELL, The Coming of post industrial society, HARVARD, 1967 ; A. TOURAINE, La société post industrielle, DENOEL, 1969). Il s'agit d'une société dans laquelle la majorité des emplois se trouve dans le secteur tertiaire et plus spécifiquement dans celui de l'information.

(3) Les valeurs post matérialistes tournées vers l'épanouissement de la personne et la qualité de la vie (liberté d'expression, droit à la parole, refus des inégalités, désir d'une société moins impersonnelle, importance attachée à l'environnement, à la qualité de vie et à la participation...) s'opposent aux valeurs matérialistes centrées sur la sécurité matérielle (maintien de l'ordre, sécurité économique, richesse matérielle...).

(4) Source : Ronald INGLEHART, The silent revolution : changing values and political styles among western publics. Princeton University press, 1977 ; La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées, Economica, 1993, 576 pages.

---

(5) Utilisé depuis le début des années 70 par les écrivains et les architectes par opposition à l'art moderne (Ibrahim Hassan, *Toward a Post Modern Literature*, Oxford U.P, 1971...), l'adjectif "post-moderne" a été appliqué pour caractériser un certain type de société à la fin de cette décennie,

(J.F. LYOTARD, *La Condition Post-moderne*. 1979. Edition de Minuit). L'homme n'y est plus considéré comme producteur d'une histoire, "mais comme entièrement intégré à un monde culturel, à un ensemble de signes et de langages qui n'ont plus de références historiques" (A. TOURAINE).

(6) Selon l'expression de GIANNI VATTIMO dans : "La société transparente" - Desclée de Brouwer, 1990.

(7) Pour reprendre le titre du livre prémonitoire de Radovan RICHTA ("La civilisation au Carrefour, Le Seuil, 1967), dans lequel celui-ci analysait les conséquences de la "révolution de l'information" dans les pays socialistes (au moment même où D. BELL "inventait" le terme de "société post industrielle").

**valeur ou culturel.** Ce qui caractériserait le "post modernisme"<sup>(5)</sup>, c'est en effet, "l'impossibilité de parler désormais de l'histoire comme d'un phénomène unitaire"<sup>(6)</sup>; ou encore la coexistence, plus ou moins pacifique de normes de comportements, de cultures, de visions du monde et même de formes de rationalité très diversifiées et surtout non hiérarchisables entre elles.

Comme on le verra, ces deux hypothèses ne permettent pas à elles seules, de tirer des conclusions claires sur l'évolution à long terme des représentations de l'environnement et du territoire, ne serait-ce que parce qu'elles sont contradictoires. Au lieu du basculement précédemment constaté en matière technique ou économique il vaut mieux, dans le domaine des changements culturels ou des valeurs, employer le mot de **carrefour**<sup>(7)</sup>.

Très majoritairement urbanisé, coupé de ses racines rurales, immergé dans un monde d'images, l'homme "post moderne" du XXIème siècle pourra peut-être très bien se satisfaire de vivre "à côté" de la nature ou "hors" du territoire, dans un rapport d'indifférence pacifique avec l'un et l'autre. Mais rien n'indique aujourd'hui qu'il fera nécessairement ce choix.

# SERONS-NOUS TOUS DEMAIN "POST MATERIALISTES" ?

## Une hypothèse forte mais contestée

S'appuyant sur vingt années de suivi de l'opinion publique européenne -mais aussi sur l'histoire- Ronald Inglehart suggère une corrélation forte entre l'évolution technico-économique, et celle des valeurs ou des cultures politiques<sup>(8)</sup>.

Presque toutes les sociétés développées sont en effet, selon lui, entraînées dans un double mouvement historique:

- dans un premier temps, le processus de modernisation conduit à substituer aux valeurs traditionnelles, marquées par la religion, des valeurs "solidaristes" ou "bureaucratiques" (l'Etat providence n'étant que la forme sécularisée de l'autorité religieuse<sup>(9)</sup>);

- dans un second temps les valeurs "post-matérialistes" remplacent à leur tour celles de la modernité -à mesure que s'éloignent les contraintes économiques et que s'accroît, dans la production nationale, la proportion des services (et notamment de ceux liés à l'information).

Selon cette hypothèse le développement de la société immatérielle devrait donc s'accompagner d'une forte progression des valeurs post-matérialistes : souci de l'autonomie individuelle, tolérance, refus des hiérarchies et des inégalités, (notam-

ment entre hommes et femmes), méfiance envers la science, désir de participation politique...mais aussi importance attachée au temps libre, à la qualité de la vie... et à l'environnement (voir le tableau I).

**On constate en effet, qu'au moins dans les vingt dernières années, la proportion des Européens partageant ces valeurs "post-matérialistes" a connu une progression continue, passant, en moyenne de 10 % en 1970 à 20 % en 1992<sup>(10)</sup>, (soit un doublement).**

Rien ne permet de dire cependant, que cette évolution va aller en s'accéléralant. Comme Inglehart le remarque lui-même, les choix de valeurs reflètent aussi les conditions dans lesquelles les individus ont été élevés dans leur enfance et intègrent donc des effets de génération. Il faut donc s'attendre à ce que celle qui a vingt ans aujourd'hui, et dont les parents ont pu connaître le chômage, valorise davantage la sécurité économique que celle née après la seconde guerre mondiale. Si l'on ajoute à cela les tendances à l'exclusion et à l'éclatement social. on comprend que toute extrapolation hâtive - laissant penser que les valeurs "post-matérialistes" seront dominantes en 2010 - puisse finalement être contestée<sup>(11)</sup>.

(8) Ronald Inglehart: "Modernisation and post modernisation": the changing relationship between economic development cultural change and political change -Conference on changing political and social values. Madrid. Septembre 1993.

(9) Inglehart ne faisant ici que reprendre les théories de la modernisation développées par Max WEBER.

(10) Les chiffres pour la France sont pratiquement les mêmes (11% en 1970, 19 % en 1992). La proportion atteint près de 30 % aux Pays-Bas et au Danemark. Compte tenu de la proportion importante des individus qui sont "à cheval" sur les valeurs matérialistes et post-matérialistes cela veut dire que le rapport entre "post-matérialistes" et "matérialistes" est désormais proche de l'unité (en France respectivement 19 % et 31 % contre 11% et 41% en 1970).

Source : "Generational replacement and value change in eight west European societies" - Paul ABRAMSON et Ronald INGLEHART. British journal of political science. Janvier 1992, Vol 22.

(11) En tenant compte des changements des générations, Inglehart fait l'hypothèse qu'en 2010 un quart des européens seront "post-matérialistes", ce qui conduira à un ratio entre "post-matérialistes" et "matérialistes" de 6 sur 5 contre 1 sur 4 en 1970 (une partie importante de la population partageant ces 2 systèmes de valeurs).



## La France écartelée

La prévision est encore plus incertaine quand on s'intéresse plus spécifiquement à la situation française.

L'enquête menée en 90-91 sur 40 pays du monde, toujours sous la direction de Inglehart, montre, en effet, <sup>(12)</sup> de façon extrêmement intéressante, que la société française se situe aujourd'hui exactement à la croisée des quatre grands "systèmes de valeurs historiques distingués par l'auteur : les valeurs traditionnelles, les valeurs "bureaucratiques" (demande d'Etat providence...), les valeurs "liées à la pénurie" et enfin, les valeurs "post-matérialistes" (voir le tableau II). C'est une particularité que notre pays partage avec un petit nombre d'Etats européens développés à forte tradition catholique (Autriche, Belgique et Italie) - et qui nous oppose à la grande majorité des pays nordiques protestants qui, eux, auraient beaucoup plus clairement "basculé" dans le sens du "post-matérialisme" - et donc d'attitudes favorables à l'environnement.

\* Il faut y voir, naturellement, la traduction d'un certain héritage historique - social ou économique -. Mais comme le montre très bien une enquête récente de la SOFRES <sup>(13)</sup>, cet écartèlement

reflète aussi les différences considérables de systèmes de valeurs qui opposent encore dans notre pays le monde rural au monde urbain, et surtout Paris et les grandes villes au reste de la France <sup>(14)</sup>.

Contrairement à d'autres pays européens, le processus "d'urbanisation" des valeurs est loin d'être achevé en France, et tout indique qu'il va devoir se poursuivre dans un contexte très incertain. On peut penser que la "métropolisation" va s'accompagner d'un recul des valeurs traditionnelles (matérialisme, sens du collectif, attachement à la famille, au travail, à la patrie...). Mais il y a un risque non négligeable que le modèle alternatif qui se met en place dans les très grandes villes - fondé sur l'affirmation des singularités, le refus des contraintes, le refuge dans "l'ailleurs" - soit très instable et conduise à une certaine dislocation du tissu social. Malheureusement ce schéma d'éclatement est tout aussi probable que celui, proposé par Inglehart, d'une transition pacifique vers le "post-matérialisme".

Cela nous ramène à la seconde hypothèse : celle de la confusion des valeurs dans une société "post-moderne" dominée par l'immatériel.

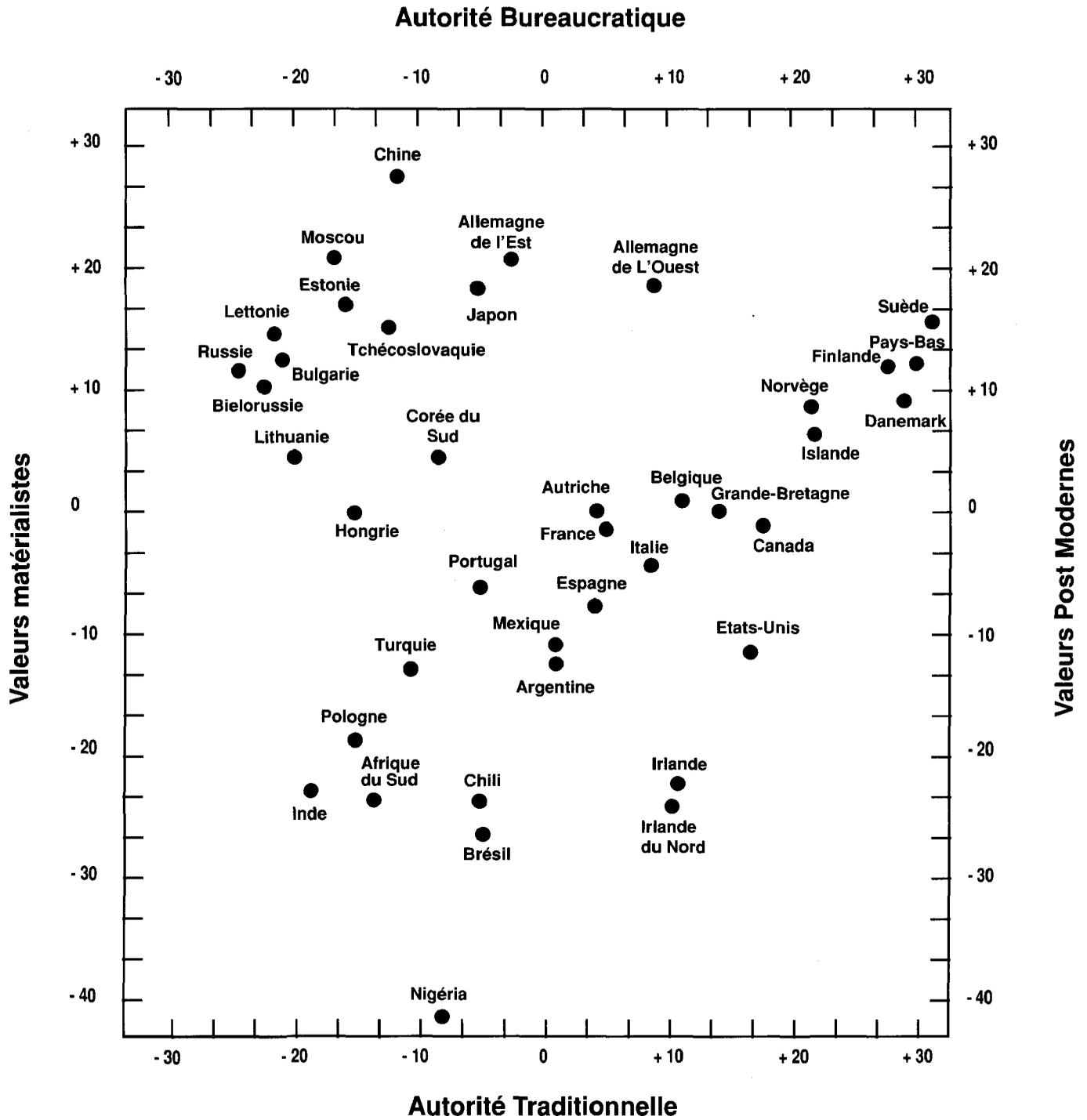
---

(12) Source : Inglehart, Ronald and Paul Abramson "Values and change in five continents"; papier présenté au congrès annuel de l'Association américaine de science politique, 1993.

(13) Source : Enc STEMMELLEN : "De la communauté à la singularité"; à travers la sémiométrie des Français".

(14) Alors que les communes rurales et les petites villes privilégient les valeurs communautaires ou matérielles, et que les villes moyennes continuent à attribuer une grande importance au respect de l'autorité et à la "civilité", les liens sociaux tendent à se détendre dans les grandes villes et y sont remplacés par l'individualisme, le refus des normes, la liberté et le refuge dans le rêve et l'idéalisme (source, voir note 13). A cela se superpose un autre clivage entre la France centrale et du sud (égalitariste) et la France "périphérique" (hiérarchique) (voir E. TODD).

**TABLEAU II :**  
**POSITIONS DES DIFFÉRENTS PAYS PAR RAPPORT AUX GRANDS SYSTÈMES DE VALEURS**



Source : World values survey - 1990-1991 - (R. INGLEHART). Ces positions sont définies à partir d'une analyse factorielle des réponses moyennes données par des personnes interrogées dans 40 pays.

# LA CONFUSION POST MODERNE

Dans la perspective qui est celle du "post-modernisme" il n'est plus possible, comme précédemment, de donner un sens historique à l'évolution des valeurs. **Si la modernité associait encore progrès et culture, la "post-modernité" les dissocie et remplace la succession des formes culturelles par leur simultanément et par l'acceptation de leur diversité.** "Dans un temps dévitalisé sans repère stable, la tolérance devient ainsi le principe majeur de régulation de la société: tous les goûts, tous les comportements peuvent cohabiter sans s'exclure, tout peut être choisi à loisir, le plus opérationnel comme le plus ésotérique, le nouveau comme l'ancien, la vie simple écologiste comme la vie hypersophistiquée... Il n'y a plus de modèle universel"<sup>(15)</sup>.

Comme le remarque Gilles LIPOVETSKY le post-modernisme s'inscrit d'abord dans "le procès de personnalisation", ou d'élargissement de l'individualisme, qui a suivi la fracture des années 60, celle du rejet de la "socialisation disciplinaire". Mais il correspond aussi "à l'agencement d'une société flexible fondée sur l'information", société dans laquelle **"la production (ou la consommation) continue de subjectivité devient progressivement l'activité économique**

**principale"**<sup>(16)</sup>. S'interroger sur les valeurs liées à la post-modernité - dans leurs relations avec l'environnement et le territoire- conduit donc, assez naturellement, à explorer les conséquences possibles des changements techniques liés à la "société de l'immatériel". Telles qu'on peut aujourd'hui les prévoir celles-ci sont, malheureusement là encore, marquées par l'ambivalence.

## Les ambiguïtés de la société immatérielle

Tout - et son contraire - peut être dit - et a été dit - sur les conséquences de la "société immatérielle" : le paradoxe est que toutes ces prévisions ont également une bonne chance d'être vérifiées.

On peut, par exemple, raisonnablement s'attendre à ce que la globalisation des économies et la mondialisation des réseaux et des flux d'information contribuent à homogénéiser les cultures et à faciliter leur ouverture réciproque et leur intégration. Mais, il est probable que le développement de l'immatériel favorisera aussi, et dans le même mouvement, la fragmentation sociale, le repli narcissique, les conflits identitaires, ou encore les recomposi-

(15) Gilles LIPOVETSKY, L'Ere du Vide, Essai sur l'individualisme contemporain, Gallimard, 1983, page 58.

(16) "Puisqu'elle conditionne toutes les autres, la production continue de subjectivité sera probablement considérée au siècle prochain comme l'activité économique principale". Source : Pierre LEVY. L'intelligence collective. La Découverte. 1994.

tions plus ou moins éphémères autour de **"communautés électives"**<sup>(17)</sup> - très éloignées des communautés d'appartenance ou de voisinage traditionnelles (du minitel à Internet).

Les nouvelles technologies de la communication permettront sans doute d'accroître de manière quasi infinie le stock des connaissances disponibles. Mais elles susciteront aussi de nouvelles formes d'exclusion (par le savoir) et risquent d'imposer des visions du monde qui n'auront plus rien à voir avec la réalité matérielle la plus immédiate ("les réalités virtuelles").

L'expansion des médias et la sophistication sans limite des moyens électroniques donneront peut être au citoyen les moyens de participer enfin directement et en "temps réel" aux décisions - comme le promettent les partisans d'une "démocratie" intertronique" -. Mais sous couvert de transparence elles risquent aussi de favoriser la "politique spectacle" et de conduire soit à des engouements éphémères, soit à un conditionnement de l'opinion par les médias, soit, finalement, à une désaffection par rapport à l'ensemble du système démocratique.

Comme le remarque Charles GOLD-FINGER, **"la dynamique de l'immatériel est ainsi foncièrement équivoque.**

**Elle ne tranche pas, elle superpose.** Elle provoque un écartèlement généralisé entre globalisation et localisation, intégration et exclusion, enrichissement culturel et nivellement par le bas"<sup>(18)</sup>. Elle valorise tout à la fois l'immédiateté sans distance imposée par les médias et l'enracinement dans la mémoire et le patrimoine. Au modèle du début du siècle qui était celui des "wagons et de la locomotive" (avec ses effets d'entraînement ou d'imitation), elle substitue celui du contrepoids dans lequel chaque action provoque une réaction inverse : le globalisme suscite la résurgence des ethnies et du "tribalisme" : l'intégration renforce l'exclusion, la transparence l'opacité ; la concentra-

tion, la diversité ou la décentralisation...

Aujourd'hui ce modèle de "contrepoids" crée beaucoup plus d'instabilités que d'équilibres : "les liens d'appartenance et de solidarité, les relations entre gouvernants et gouvernés, les modes traditionnels de connaissance et de perception sont remis en cause", et avec eux une bonne partie des valeurs collectives.

S'agit-il là d'une crise provisoire liée à une phase de transition ? C'est une question à laquelle il est très difficile de répondre.

### **Essor de l'individualisme, crise de la société**

En fait, contrairement à la perspective unificatrice dessinée par INGLEHART ("l'avenir sera post-matérialiste"), les conjectures sur la société immatérielle débouchent sur deux visions du futur très contrastées.

Dans la version optimiste il y a bien une diversification et une hétérogénéité croissantes des connaissances, des intérêts, des visions du monde ou des aspirations mais les tendances à l'éclatement sont régulées par la tolérance (ou l'indifférence<sup>(19)</sup>), le marché (accès égal à la consommation), la communication ("mise en commun de l'intelligence") - et surtout le **consensus majoritaire** (l'acceptation des majorités d'opinions - même silencieuse -) l'ensemble continuant à s'appuyer sur un socle commun de valeurs <sup>(20)</sup> -.

Dans la version plus pessimiste cet éclatement ne peut, au contraire, être évité. Il s'accompagne - et s'alimente - d'une extension rapide de l'exclusion et d'une crise sociale durable qui prend sa source dans un décalage croissant entre l'évolution des valeurs et celle du "système technico-économique".

Aujourd'hui, c'est ce risque de désajustement, et donc de **crise** - qui apparaît avec le plus d'évidence.

(17) Expression empruntée à Charles GOLD-FINGER auteur d'un livre récent sur l'économie de l'immatériel (L'Utile et le Futile, Editions Odile Jacob, Septembre 1994).

(18) Source citée, chapitre 21, page 545.

(19) "L'époque moderne était dichotomique, l'époque post-moderne est hantée par une volonté de réconciliation, de décloisonnement multiforme" écrit Gilles LIPOVETSKY dans "Le crépuscule du devoir"

(1992) ; - alors que Jean BAUDRILLARD évoque comme caractéristique majeure de notre époque l'**indifférence** - indifférence du temps, (instantanéité), de l'espace (ubiquité), des opinions politiques, et finalement de l'individu à lui-même et aux autres (effacement de l'altérité) (Source : L'illusion de la Fin. Galilée 1992).

(20) En comparant les systèmes de valeur des Français en 1981 et en 1990 on constate en effet que ceux-ci conservent et partagent encore très largement les mêmes valeurs fondamentales, même s'ils se réservent la liberté de les mettre en pratique de manière très différente (Source : Hélène RIFFAULT, Les valeurs des Français". P.U.F.. 1994).

“Ce que nous avons devant nous”, disait en 1958 Hannah Arendt<sup>(21)</sup>, “c’est la perspective d’une société de travailleurs sans travail, c’est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste : on ne peut rien imaginer de pire”. Ce “constat” terrible fait sur le travail<sup>(22)</sup> pourrait malheureusement être étendu à d’autres contradictions visibles de la société immatérielle. La croissance repose de plus en plus sur le progrès technologique, mais on constate partout une perte de confiance dans le progrès de la technique. La globalisation se développe, mais on ne voit pas émerger les valeurs planétaires ou universelles qui devraient l’accompagner. C’est la “la fin” du monde rural mais l’éclatement des villes freine le développement des valeurs urbaines (“l’urbanité”). L’économie privilégie la flexibilité et la vitesse d’adaptation à court terme mais les individus, dont la vie est de plus en plus longue, souhaitent avoir la stabilité suffisante pour faire des projets à long terme<sup>(23)</sup>. Les interdépendances sociales sont objectivement de plus en plus fortes, mais le scepticisme s’accroît vis-à-vis de toute forme de régulation (ou même d’intérêt) collectif...

Au lieu de la mutation escomptée, s’affirme le risque d’un divorce prolongé entre valeurs “culturelles” et évolution des structures économiques ; et avec cette fracture **la menace d’une dissolution du lien social** sans lequel il ne peut y avoir de développement durable envisageable.

\* **Reste l’individu** dont on a évoqué précédemment le rôle central à la fois comme moteur de l’économie imma-

térielle et comme “valeur de référence” ultime dans la culture post-moderne.

L’ambition d’un épanouissement personnel, comme la revendication à plus d’autonomie apparaît en effet, comme une tendance extrêmement forte dans toutes les enquêtes portant sur les aspirations des Français. “L’individu ne veut plus”, remarque Hélène RIFFAULT, “recevoir de l’extérieur la “vérité” ni participer par devoir, que ce soit dans le couple, le travail, la religion, la vie politique”<sup>(24)</sup>. Que cela débouche à long terme sur une stricte défense d’intérêts égoïstes (étendus au clan ou à la famille proche), sur un minimum de compassion morale pour autrui, ou sur un fort engagement volontaire dans la vie sociale, est une question qui ne peut aujourd’hui être tranchée. Mais il est clair que la réponse à cette question n’est pas indépendante de la manière dont la future société immatérielle parviendra à concilier les tendances centrifuges à la diversification et les nécessités de l’intégration sociale, c’est-à-dire, aussi à arbitrer entre liberté et sécurité<sup>(25)</sup> : car là encore il faudra dépasser cette contradiction qui veut que d’un côté la société survalorise l’individu en tant que consommateur, et de l’autre, dénie à un nombre croissant d’entre ses membres le droit à un minimum d’identité et de participation politique.

C’est dans cette double perspective - de l’aspiration à la diversité et de l’invention de nouvelles formes de solidarité et de citoyenneté, qu’il faut situer les interrogations qui suivent sur les représentations du territoire et l’évolution des valeurs liées à l’environnement.

(21) Source: Hannah ARENDT, Condition de l’homme moderne, CALMANN-LEVY, 1961.

(22) Après la famille, le travail est, pour les Français, ce qu’il y a aujourd’hui de plus important dans la vie. Jamais il n’a été autant valorisé, alors que l’emploi est de plus en plus rare.

(23) Voir l’article de Frédéric de CONINCK publié dans la revue GERER et COMPRENDRE (Juin 1994) : “Le temps raccourci : quand les changements prennent de vitesse le temps d’une vie”.

(24) Hélène RIFFAULT. Les valeurs des Français; Presses Universitaires de France, 1994.

(25) La disparition des formes traditionnelles d’autorité ou de solidarité pose une question centrale : comment refonder le lien social sur les subjectivités individuelles ? (Voir sur ce point les réflexions développées par A. TOURAINE dans : Critique de la modernité, FAYARD, 1993)

# LE TERRITOIRE : DESINVESTI/SURINVESTI

Avec la société immatérielle et de la communication c'est aussi les conceptions traditionnelles du temps, de l'espace et du réel qui sont bouleversées. L'ubiquité, la simultanéité, l'hypermobilité<sup>(26)</sup>, la confusion entre la réalité et la fiction sont désormais du domaine du possible, et naturellement cela a ou aura des conséquences considérables sur nos représentations du territoire.

Faut-il, comme certains le font, aller jusqu'à pronostiquer une rupture des rapports entre société et territoire ? Sans doute pas. En fait, on assiste plutôt à un triple mouvement contradictoire : - (1) de *déconnexion par rapport au territoire physique*, (2) de *surinvestissement symbolique sur certains espaces* et enfin, (3) de *"retour du réel"* - dont les crises écologiques sont un des symptômes.

## Le territoire désinvesti

C'est autour des territoires que s'étaient depuis des siècles structurés les activités agricoles, les villes, les Etats, les modes de vie. Cette époque de sédentarisation est peut-être en train de s'achever.

Désormais la terre n'est plus un facteur de production indispensable au développement des activités agricoles, ou, en tout cas, elle n'est plus le facteur majeur: de ressource rare, elle devient progressivement une charge en capital lourde à amortir. Il en est de même pour l'industrie où l'on se préoccupe plus de gérer les anciennes friches que de trouver de nouveaux espaces à équiper.

La ville, elle aussi, s'affranchit du territoire et s'étend "hors des murs", sur un espace de plus en plus indéfinissable. Dès 1913, l'italien GIOVANNONI avait pressenti que le développement urbain futur devrait se construire autour de deux échelles d'aménagement : l'une **territoriale**, sous la forme d'un grand maillage systématique d'infrastructures, et l'autre **locale**, avec des "noyaux de vie quotidienne" raccordables et articulables en n'importe quel lieu au système précédent. "Il annonçait ainsi", remarque Françoise CHOAY<sup>(27)</sup> "ce que serait l'ère "post-urbaine" que nous connaissons": le passage de la "ville terroir" au "réseau de ville" .

Toutes les enquêtes nous apprennent également que la sociabilité ne se limite plus, au cadre traditionnel des rela-

(26) Faut-il rappeler qu'il fallait encore trois semaines en 1789 pour aller du Sud au Nord de la France, soit cinq cent fois plus qu'aujourd'hui en avion ? Sur les conséquences de la vitesse voir les travaux de Paul VIRILIO et de HEIDEGGER.

(27) Source : Françoise CHOAY - La Ville invivable - in "Le Débat" - 10 Ans- N° 60, Mai-Août 1990. L'expression "post-urbaine" est due à l'américain Melvin WEBBER (1960).

tions de voisinage : chacun vit, travaille, se déplace, se distrait dans une multiplicité de territoires différents<sup>(28)</sup>. Les moyens de communication ont, naturellement, considérablement étendu cette possibilité "d'être ailleurs" : en passant en moyenne trois heures par jour devant la télévision on a aujourd'hui beaucoup plus de chances de connaître Los Angeles que certains quartiers de la ville où l'on habite..., et demain les multimédias permettront de créer à l'infini des territoires virtuels nés d'une "collectivité de cerveaux reliés les uns aux autres" - autant de "mondes artificiels" différents à l'intérieur de ce qu'on appelle déjà le "cybermonde"<sup>(29)</sup>.

Il serait à l'évidence tout à fait excessif d'en déduire que la société immatérielle sera ainsi fondamentalement une société "hors sol". Mais les besoins directs d'espace devraient de plus en plus se limiter à quelques grands usagers fonctionnels : les loisirs, les infrastructures ou l'habitat..., ce qui laisse d'ailleurs présager une certaine polarisation des conflits autour de ces quelques activités concurrentes.

### **Le territoire surinvesti : la compensation symbolique**

Au moment où son rôle de support des activités matérielles se réduit, le territoire se voit investi de nouvelles valeurs symboliques - qui sont désormais presque exclusivement celles de la grande majorité urbaine de la population.

A l'heure de la globalisation et des objets nomades - et comme s'il s'agissait de conjurer l'irréversible - le territoire est chargé de vertus multiples : cohésion, authenticité, sécurité, démocratie, conservation du patrimoine, emploi... Selon Gilles LIPOVETSKY (opus cité page 38-39), cet intérêt ne serait pas conjoncturel : comme la décentralisation, la muséographie ou l'écologisme il s'accorderait parfaitement avec la sensibilité de l'individu "post-moderne" "en quête d'identité et de communication".

Les quelques rares enquêtes dont on dispose semblent montrer que l'environnement et la nature occupent ou occuperont une place importante dans ces "nouvelles représentations" du territoire. C'est déjà le cas pour ce qui est du cadre de vie quotidien, puisqu'il ressort de ces enquêtes que les Français donnent aujourd'hui très nettement la préférence à des solutions qui permettent "de vivre en ville à la campagne"<sup>(30)</sup>. Mais c'est encore plus sensible pour le reste du territoire, de plus en plus assimilé à un espace de loisirs sans fonction directe de production : à l'idéal traditionnel d'un paysage rural travaillé par l'homme se substitue progressivement dans l'opinion celui d'une nature aussi proche que possible de l'état sauvage (même s'il s'agit d'une "sauvagerie" accessible et sans risque, comme les jardins à l'anglaise). L'engouement que suscitent depuis une date récente les parcs nationaux et les réserves naturelles (8 millions de visiteurs en 1993) est peut être un des signes, parmi d'autres, de ce changement.

Comme le confirme une enquête récente faite par la DATAR, c'est ainsi tout un nouvel imaginaire du territoire qui se construit dans lequel ce n'est plus la ville mais la campagne qui "rend libre" et donne la sécurité; mais une campagne de plus en plus assimilée à un patrimoine commun sans fonction productive, avec des lieux survalorisés (le Sud de la France) et d'autres dévalorisés<sup>(31)</sup>.

Ce réinvestissement symbolique du territoire résistera-t-il au déferlement d'images de la société immatérielle ? Rappelant que la notion même de paysage est une invention récente, Augustin BERQUE en doute, et se demande si la révolution des communications, en mettant le sujet à distance de lui-même, ne conduira pas finalement à faire de l'homme le seul "environnement", la seule référence<sup>(32)</sup>. Pourtant un des meilleurs spécialistes des nou-

(28) Le quartier tendant à n'être plus le "territoire social" privilégié que pour les personnes "captives": personnes âgées, jeunes enfants, population des grands ensembles en crise...).

(29) Sur les conséquences des nouvelles technologies de communication voir les analyses de Pierre MUSSO, Pierre LEVY et surtout de Paul VIRILIO ("L'art du moteur, Galilée, 1993). Paul VIRILIO cite notamment Jaron LANIER, l'un des promoteurs des techniques immatérielles: "Au tournant du siècle, lorsque la réalité virtuelle sera largement diffusée, elle ne sera plus considérée comme un moyen d'appréhension de la réalité physique, mais plutôt comme une réalité supplémentaire - la promesse de nouveaux continents à découvrir - notre nouvelle frontière".

(30) A partir des quelques enquêtes disponibles on peut estimer que 15 % de la population française souhaite vivre en ville, 35 % à la campagne et 50 % à proximité d'une ville" (Source : Jacques LEVY, "L'Espace légitime" - Presses de la FNSP - 1994).

(31) Source : enquête CEVIPOF/CSA pour la DATAR analysée par B. HERVIEU et J. VIARD dans le Monde du 31 Octobre 94. La campagne est associée pour plus de 60 % des interrogés à des valeurs comme la beauté (60 %) la solidarité (66 %), la santé (67 %), la liberté (68 %) la retraite (73 %), le conservatisme (79 %) et enfin la tranquillité (93 %) ; alors que la ville représente essentiellement le progrès (83 %) ; le travail (77 %) et la solitude (47 %). Une autre enquête réalisée en 92 par BVA indique que pour 60 % des Français le rôle prioritaire de la Forêt française dans les années à venir devrait être de "constituer une réserve naturelle" (contre 27 % "être un lieu de détente" - et 11 % "produire du bois"). Une même proportion (60 %) ne souhaiterait pas travailler en Région Parisienne ou dans le Nord de la France.

(32) Voir Augustin BERQUE: "Le Paysage à réinventer". Le Débat -10 Ans - N° 60, Mai-Août 1990.

velles techniques de communication, Pierre LEVY, est, lui, plus optimiste : il considère que le nouvel espace du savoir qui se met en place - celui des réalités virtuelles ou du "cyberspace" - ne viendra pas se substituer aux autres "espaces" qui l'ont précédé - la Terre, l'espace territorial ou celui des marchandises - mais trouvera au contraire dans ces derniers, ses fondations indispensables<sup>(33)</sup>. On peut raisonnablement en accepter l'augure.

### **Le retour du réel : NIMBY, Vaisons-la-Romaine, Vaux-en-Velin...**

Il y a, naturellement, une contradiction durable entre "l'idéalisation" du territoire, amplifiée par l'extrême ramification du système institutionnel français, et son désinvestissement, lié aux évolutions démographiques et socio-économiques. Un tel décalage ne peut pas ne pas s'accompagner de crises périodiques - nées de l'irruption du réel dans

un monde désormais dominé par la communication - . L'explosion des banlieues, les inondations à répétition dans le Sud-Est, les conflits contre le TGV ou les autoroutes, (avec l'extension du syndrome NIMBY), la congestion chronique de certaines parties du territoire, la crise de l'eau en Bretagne... témoignent, parmi bien d'autres événements (comme les fermetures d'usines), de ce "retour du réel".

On comprend que ces crises puissent donner lieu à une **énorme demande de sécurité**. Mais il faudra probablement beaucoup de temps pour intégrer culturellement le fait que derrière ces crises il y a aussi le bon ou mauvais fonctionnement de "systèmes territoriaux" qui ont une réalité physique ; et de mécanismes de solidarité - sociale ou écologique - mal pris en compte par les structures institutionnelles existantes. Ceci nous renvoie à la question du "développement durable" et de l'environnement.

---

(33) Pour Pierre LEVY, l'espace du Savoir, né avec les nouvelles technologies de communication, doit se concevoir comme un pont, un "passeur" entre les trois autres espaces, construits avant lui : la terre, le territoire et l'espace marchand. Source : Pierre LEVY - L'intelligence collective - Editions La Découverte, Octobre 1994.

# L'ENVIRONNEMENT ENTRE PASSÉ ET FUTUR

**Quelle place occupera demain l'environnement dans la société immatérielle ?** Les analyses précédentes fournissent sans doute quelques pistes de réponse intéressantes à partir, par exemple, des travaux d'Inglehart. Mais elles renvoient surtout à beaucoup d'incertitudes et de questions non résolues : globalement l'impression qui s'en dégage est en effet, plutôt celle d'une crise culturelle profonde que d'une recomposition prévisible autour de valeurs bien affirmées.

Il faut donc bien distinguer deux horizons. A moyen terme, l'extrapolation de ce qu'on peut aujourd'hui savoir de la demande d'environnement et de ses déterminants laisse penser que cette demande va progressivement se banaliser. **A plus long terme rien ne semble joué, et au moins deux hypothèses opposées sont envisageables.** Dans la première, l'environnement sera réduit à sa dimension purement technique - "l'écologie" étant reléguée au statut de valeur représentative d'un passé irrévocablement révolu. Dans la seconde, au contraire, il sera l'un des éléments autour duquel se reconstruira une société immatérielle à la recherche d'un nouvel équilibre entre espace public et espace privé, individu et solidarité, tra-

vail et hors travail ou encore entre identité et universalité, technique et démocratie, nature et culture...

Quelle construction, quel équilibre ? C'est là où, quelque part, la prospective des valeurs trouve ses limites et cède la place à l'incertitude du projet de société.

## **Vers une banalisation de la demande d'environnement**

A s'en tenir aux derniers résultats du vote écologique ou aux sondages les plus récents on pourrait avoir quelques doutes sur la pérennité de l'intérêt porté à l'environnement en France après la vague médiatique de la fin des années 80. Il faut pourtant, là encore, distinguer ce qui ressort de la conjoncture ou, au contraire, des évolutions structurelles.

A court terme on constate que l'intérêt porté à l'environnement est très sensible au rythme de croissance et à la médiatisation des événements<sup>(34)</sup> : l'infléchissement observé après la guerre du golfe pourrait donc être transitoire, à condition que "l'écologie" retrouve des "porte paroles" crédibles.

(34) La demande d'environnement augmente plus fortement que le taux de croissance lorsque celui-ci est élevé et baisse plus vite que celui-ci lorsqu'il diminue.

A moyen ou long terme d'autres facteurs entrent en jeu comme le niveau de vie ou d'éducation, le revenu disponible ; le taux d'urbanisation ; la proportion de cadres, employés et moins de 40 ans ; le besoin de sécurité (ou la perception de l'insécurité). Or, si l'on excepte la tendance (irréversible) au vieillissement, l'extension prévisible de l'exclusion, et l'incertitude sur les revenus disponibles, toutes les tendances précédentes vont plutôt dans un sens favorable à la prise en compte de l'environnement. Sauf crise économique prolongée on peut donc s'attendre à ce que les pressions de l'opinion se renforcent sur ce thème. D'autant que s'ajoute à ces évolutions ce que certains appellent un "effet de cliquet" et d'autres "le maintien des avantages acquis" : la réticence à accepter un retour en arrière en matière de sécurité et de normes de qualité.

Naturellement il y a une autre variable fondamentale qui intervient, qui est le changement culturel lui-même. Il est hors de doute, et sur ce point toutes les enquêtes sont convergentes, que globalement les Français se sentent moins concernés par l'environnement que la plupart des autres européens (35), et considèrent les valeurs qui s'y rapportent comme des "valeurs importantes". Le tableau III illustre très clairement cet état de fait(36). Cependant, on peut penser qu'une telle distance avec les autres pays industrialisés du Nord va nécessairement se réduire : d'abord sous l'effet des changements liés à la société immatérielle elle-même (voir SUPRA); ensuite sous celui de l'intégration européenne (et en particulier de l'entrée des pays du Nord de l'Europe dans la Communauté). D'ores et déjà on observe que dans certaines régions, l'opinion publique se montre beaucoup plus soucieuse de la qualité de l'environnement - en exprimant d'ailleurs, sur ce thème, une demande en fort décalage avec les priorités des élus, des pouvoirs publics ou des entre-

prises : en 1992 la Fédération nationale des travaux publics a ainsi été surprise de constater, dans une enquête qu'elle avait lancée sur les priorités en matière d'équipement, que les habitants de huit régions sur vingt et une plaçaient l'eau en premier rang - soit toutes celles où un tel investissement était proposé(37) (voir le tableau IV)... Et on pourrait, naturellement, évoquer la multiplication des manifestations liées au syndrome NIMBY ("Not in my backyard") qui sont, comme on l'a vu, une des formes de la "post-modernité" - comme d'ailleurs l'intérêt croissant manifesté pour les "produits verts"(38) -.

En fait, loin d'une rupture culturelle majeure, la tendance qui semble se dessiner est plutôt celle d'une banalisation de la demande d'environnement. Pendant longtemps celle-ci a été proche, dans sa forme, de celle qui caractérise les biens de luxe, avec une partition très nette en deux ensembles : une majorité limitant ses exigences à la sécurité contre les risques majeurs ("les minimalistes"), et une minorité ne pouvant se satisfaire que d'un niveau de qualité écologique très élevée ("les maximalistes"). On peut penser, à l'inverse, que l'évolution future, ira vers une certaine normalisation - l'environnement devenant un bien comme un autre - ce qui veut dire aussi qu'on pourrait passer d'une logique d'engagement militant à une logique marchande d'usagers ou de consommateurs.

De même qu'il est possible de parler d'un "socle commun de valeurs" on peut dire qu'il existe aujourd'hui en France **un socle commun d'exigences minimales** en matière d'environnement qui porte essentiellement sur les problèmes les plus classiques : la qualité de l'eau ou de l'air, le traitement des déchets, la sécurité contre les risques majeurs, la conservation de la nature la plus menacée. Ce socle, garanti par le droit, ne devrait pas être fondamentalement entamé par les évolutions socio-culturelles futures.

(35) Selon une enquête réalisée auprès de 30 000 européens, seulement 29 % des Français seraient concernés par l'environnement contre, par exemple, 55 à 60 % pour un groupe de pays comprenant l'Allemagne, la Norvège, la Suède, l'Autriche ou la Suisse allemande (Source : Klaus Eider, in, "La Nature en politique l'Harmattan. 1992). Voir également la contribution de Michèle DOBRE au rapport sur l'Etat de l'Environnement récemment publié par l'IFEN et les éditions DUNOD.

(36) Source : Peter ESTER, Loek HALMAN, Brigitte SEUREN, TILBURG UNIVERSITY (PAYS-BAS) : "Environmental values in Europe and North America: a cross national comparison" 1993.

(37) Source : Yves MENY - L'aménagement des régions: du béton au fleurs - Enquête FNTP/SOFRES 1992. On sait que, de leur côté, les maires privilégient le maintien des services publics existants et le développement du réseau routier (sondage 1994).

(38) Thème d'inquiétude pour le présent, l'environnement l'est plus encore pour le futur. Il se situe en 1990 au second rang, après le chômage, comme "problème paraissant aujourd'hui important pour préparer l'avenir des générations futures". Il est considéré comme un des domaines prioritaires de la construction européenne. Surtout, il apparaît comme la préoccupation appelée à se développer le plus au début du troisième millénaire (sondage Le Point-Fondation du Futur-IPSOS auprès de décideurs de moins de 40 ans - 1989).

**TABLEAU III : L'INTÉRÊT POUR L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE, EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD**

Pays	Niveaux d'engagement ou de concernement (en pourcentage)						
	Non concernés (1)	"Free Riders" (2)	"Redeemers" (3)	Environ- mentalistes (4)	Associatifs (5)	"Bénévoles" (6)	"Supporters" (7)
<b>France</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>93</b>
Grande-Bretagne	28	11	28	30	6	2	95
Allemagne de l'Ouest	23	32	9	35	5	1	99
Italie	30	12	32	21	3	1	94
Espagne	24	22	39	26	1	1	95
Portugal	14	16	42	24	1	1	98
Pays-Bas	18	13	22	47	23	3	96
Belgique	31	28	16	26	8	3	97
Danemark	18	11	35	37	13	1	92
Norvège	15	14	31	41	4	1	93
Suède	15	13	24	49	11	3	92
Irlande du Nord	26	12	38	25	2	1	95
Irlande	30	22	20	27	2	1	93
Etats-Unis	26	13	29	33	9	4	95
Canada	23	17	27	33	8	4	95
Islande	13	24	17	39	5	2	91
Population totale (en%)	24	19	26	32			

**Légende :** 1. Pas intéressés par l'environnement. - 2. "Passagers clandestins" (concernés par l'environnement, mais ne désirant pas y consacrer de moyens financiers).  
 3. "Mauvaise conscience" (prêts à payer pour l'environnement, bien que non concernés). - 4. **Environmentalistes** : concernés par l'environnement et prêts à y consacrer des moyens - 5. Membres d'une association écologique. - 6. Bénévoles, prêts à consacrer une partie de leur temps à des actions en faveur de l'environnement. - 7. Approuvent l'action en faveur de l'environnement et de la protection de la nature. - (1) + (2) + (3) + (4) = 100 %.

**Source :** P. ESTER, L. HALMAN, B. SEUREN - Tilburg University 1993.

**TABLEAU IV : LA HIÉRARCHIE DES PROJETS D'ÉQUIPEMENT DANS LES RÉGIONS**  
*Parmi ces projets, quels sont les deux qui vous paraissent prioritaires pour votre région ?*

Régions	Réseau auto-routier	Infra-structures routières	Transport ferroviaire	TGV	Transport aérien	Navigation fluviale plus ports	Eaux	Métro
	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité	Ordre de priorité
Alsace		1,5	4,6	2,7	3	7		
Aquitaine	1,3			2	5	6		4
Auvergne	1	3,4,5,6		2				
Bourgogne	1	2	3	3,5		6		
Bretagne		2,4		3		5	1	
Centre	2,4	1,3	5		6			
Champagne-Ardennes	3	2,4		1		5		
Franche-Comté	3	1,4,5,6	7	2				
Ile-de-France	3	4	5	6			1	2
Languedoc-Roussillon	3	4,5,6,7		1		8	1	
Limousin	2,3	4,5		1				
Lorraine	2	1,3,5		4		6,7		
Midi-Pyrénées	5	3,4		2	5		1	
Nord-Pas-de-Calais	4	2,5	6	1		3		
Basse-Normandie	4,5	1,2	3		6			
Haute-Normandie	5,6	2,3,4,6		1				
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3,4,5			2			1	
Pays-de-Loire	2,3,5,6		7	4			1	
Picardie	1,3	2,4,5						
Poitou-Charentes		2,3,4,5					1	
Rhône-Alpes	4,5,6			3			1	2

*N.B. : Dans chaque région, une liste de projets d'équipements a été soumise aux interviewés, qui les ont classés par ordre de priorité. Le tableau ci-dessus présente ce classement par grand secteur d'activité (plusieurs projets dans une région pouvant appartenir au même secteur).*

Enquête SOFRES du 14 au 27 janvier 1992 pour LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS.

## L'environnement entre nostalgie et modernité : les incertitudes d'une recomposition culturelle

Qu'il puisse y avoir consensus sur quelques exigences minimales en matière d'environnement ne vous dit malheureusement rien sur les représentations dominantes qui s'attacheront, demain, à ce terme. Dans un livre publié en 1991 - "L'équivoque écologique"<sup>(39)</sup> - Pierre ALPHANDERY, Pierre BITOUM et Yves DUPONT ont bien montré à quel point le même mot pouvait en fait recouvrir des systèmes de valeurs tout à fait opposés : depuis la nostalgie régressive du Paradis perdu jusqu'à l'hypermodernisation fonctionnaliste, en passant par l'individualisme foncier (aux deux sens du terme) ou l'humanisme responsable.

La prise en compte future de l'environnement pourrait en effet, tout aussi bien s'accommoder d'un scénario de dualisation totale de la société et de "fin de l'histoire"<sup>(40)</sup> (décrit par FUKUYAMA comme "le règne du calcul économique, de la quête infinie des solutions techniques, de la satisfaction du consommateur et du souci d'environnement"<sup>(41)</sup>), que d'un retour aux intégrismes religieux, aux identités communautaires et au racisme. Il y a là une ambiguïté fondamentale que l'on retrouve d'ailleurs lorsqu'il s'agit d'interpréter la demande d'environnement : attachement réel à la nature ou simple besoin de loisirs ou d'évasion<sup>(42)</sup> ? ; souci de l'intérêt collectif ou défense d'un intérêt individuel bien compris ? ; aversion raisonnée face à des risques réels ou fixation de l'angoisse sur des peurs imaginaires et des boucs émissaires ? Difficile de ne pas être dérouté par une telle confusion, apparente, des motivations<sup>(43)</sup>.

Or, c'est paradoxalement à cause même de ces ambiguïtés que l'environnement pourrait être appelé à jouer un rôle important dans la structuration de la

société immatérielle de demain. Non pas seulement, comme on le dit souvent, en tant qu'élément de consensus et de convergence entre intérêts contradictoires, mais aussi et surtout en tant que "lieu" à partir duquel pourront se **confronter et se réarticuler** monde vécu et monde des images, valeurs de l'économie et celles du "hors marché", travail et temps libre, espace public et espace privé, local et global..., ou encore, technique et nature.

En aidant à réarticuler ces "mondes" ainsi disjoints, l'environnement devrait aussi contribuer à reconstituer le lien social menacé par l'exclusion et la crise politique. Comme l'écrivait récemment Alain TOURAINE<sup>(44)</sup> "la défense de l'environnement" ne serait qu'un objectif technique si elle ne portait pas en elle toute une politique sociale fondée sur l'union de la reconnaissance de l'autre - et donc de la diversité - et de l'intégration sociale". **Il y a en effet, dans la mise en pratique des principes empruntés à l'écologie la base possible, de nouveaux liens de solidarité et d'un nouvel "art de gouverner" sans lesquels on ne peut imaginer un développement durable de la société immatérielle : le respect des différences, la responsabilité vis à vis des générations futures<sup>(45)</sup>, le droit pour chacun de participer aux décisions qui le concernent, le sens des solidarités et des proximités concrètes.**

Encore faut-il que subsiste un minimum d'espaces de liberté à côté des trois grandes forces qui devraient, de plus en plus, par leur aptitude à articuler global et local, structurer ce lien social : l'entreprise, la religion, et enfin, et peut-être surtout, la télévision et les médias<sup>(46)</sup>.

Malheureusement, rien, aujourd'hui ne le garantit : **même si elles se développent de manière latente, les valeurs liées à l'environnement auront probablement les plus grandes difficultés à trouver des canaux d'expression efficaces - au moins en France.**

(39) Pierre ALPHANDERY. Pierre BITOUM et Yves DUPONT : "L'équivoque écologique" - La Découverte 1991.

(40) Voir la proximité évidente entre l'environnement et la "science fiction", depuis BIOSPHERE 2 jusqu'à DUNE en passant par BLADE RUNNER.

(41) Source : Francis FUKUYAMA "La fin de l'histoire et le dernier homme" Flammarion - 1992.

(42) Si l'intérêt porté à la nature sauvage se développe (on comptait en 1990 près de 6 millions de randonneurs réguliers ou occasionnels pédestres contre 3 en 1984), on constate que la croissance des activités de loisirs liés à l'usage d'une nature "artificielle" est sensiblement plus rapide (parcs à thèmes, motos vertes, golf, animaux de compagnie). Par ailleurs, il y a de plus en plus consommation à distance d'une nature exotique produite par les médias. Comme le montre l'enquête récente de la SEGESA la télévision joue désormais un rôle majeur dans la "culture" du paysage avec des émissions comme Ushuaïa, Thalassa, ou celle de Cousteau.

(43) Les analyses ou enquêtes dont on dispose laisseraient penser que les comportements des Français sont plus altruistes et plus raisonnés qu'on ne l'imagine généralement. En particulier la perception des menaces par l'opinion a incontestablement des fondements rationnels (voir J. THEYS post-face du livre : "Conquête de la sécurité, gestion des risques", L'Harmattan, 1991).

(44) Source : Alain TOURAINE "Vivre riches ou ensemble ?" Le Nouvel Observateur - Numéro spécial "trentième anniversaire" - 17 Novembre 1994.

(45) Référence au livre de Hans JONAS - "Le Principe Responsabilité" 1979 - Editions du CERF 1990.

(46) Pour Pierre MUSSO, "ce sont désormais les grandes firmes qui produisent la culture moderne" et non plus les Etats nationaux, éclatés entre le local et le global. La télévision, devant laquelle les Français passent désormais, en moyenne, autant de temps que celui consacré au travail (3 heures par jour) est devenue, parallèlement, le mode essentiel de structuration du lien social à côté des "réseaux" plus invisibles. Source : Pierre MUSSO: "Le temps des réseaux, plein technique, vide politique, in : "Communication et lien social - Editions DESCARTES, La Villette, 1992.

# CONCLUSION :

## L'ENVIRONNEMENT "DANS" OU "A DISTANCE" DE LA SOCIÉTÉ IMMATERIELLE ?

Ne serait-ce qu'à cause de la volatilité et de la toute-puissance de ces médias il est donc, comme on le pressentait, beaucoup plus difficile de prévoir ce que seront des valeurs futures de la société immatérielle que d'en discerner les tendances techniques ou économiques.

Certes, beaucoup de bonnes raisons se conjuguent pour laisser penser que les préoccupations liées à l'environnement y occuperont une certaine place : l'obsession croissante de la sécurité et peut être demain de la qualité, l'homogénéisation des cultures européennes, l'individualisme sous toutes ses formes, la recherche de nouveaux rapports entre gouvernants et gouvernés etc. Tout cela néanmoins ne fait pas un mouvement culturel, ni une priorité politique. Et il est clair que, pour que cela le devienne, il faudra, en outre, que "l'environnement" montre sa capacité à apporter des solutions à la lutte contre l'exclusion sociale, le chômage ou le risque d'éclatement à l'échelle internationale : c'est tout le sens, aussi, du développement durable.

On a pu, au tournant des années 90, définir la société immatérielle, comme le mariage de l'informatique, de la globalisation et de l'écologie. En fait, il se

pourrait bien, en définitive, que le principal atout à mettre au crédit de l'environnement ne soit pas à rechercher du côté de son intégration dans la société immatérielle, mais, au contraire, dans sa faculté à **servir de point d'appui pour une "mise à distance"**.

Mise à distance critique, d'abord, en fournissant les références normatives indispensables à un débat constructif sur les futurs modèles de développement. Mise à distance "physique" (ou psychique), ensuite, en redonnant au temps et à l'espace une partie de leur réalité "gommée" par les moyens modernes de communication.

**"Dans le flot de l'uniformité sans distance", écrivait il y a cinquante ans HEIDEGGER, "tout est emporté et confondu : or moins il y a de distance, moins il y a de proximité"**<sup>(47)</sup>. Retrouver cette distance, et donc cette proximité - aux choses et aux gens - c'est peut être là le sens profond qu'il faut donner à la prise en compte de l'environnement dans la société immatérielle à venir. Derrière la dimension technique qu'on attache de plus en plus à ce terme, derrière les clichés bucoliques et passésistes, il y a là un enjeu fondamental pour l'avenir de la culture.

(47) M. HEIDEGGER *La Chose*, (1950), publié in "Essais et conférences", Gallimard, 1958.

**Notes CPVS déjà parues**

**Série Equipement**

N°1

La recherche dans le champ  
équipement - logement - transports - tourisme :  
*état des lieux et enjeux*

Jacques THEYS

N°2

Questions sur l'état producteur

Gilles JEANNOT

N°3

La politique de recherche et de développement Européenne  
dans le domaine des transports :  
*son évolution et ses effets à venir sur la recherche publique  
en France*

Jean-Marc SALMON

**Directeur de la publication :**

Jacques Theys, responsable du Centre de Prospective et de Veille Scientifique

**Secrétariat de rédaction :**

Monique Cavagnara

**Réalisation, impression :**

ROYER communication graphique - Tél. : (1) 30 92 72 88

Achévé d'imprimer : 4<sup>e</sup> trimestre 1994

Dépôt légal n° 8301